

12798
c.1

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE



NATIONS UNIES
CONFERENCE SUR LE COMMERCE
ET LE DEVELOPPEMENT

**DECLARATION D'ADDIS-ABEBA
SUR LA NEUVIEME SESSION DE LA
CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE
DEVELOPPEMENT**

Adoptée à la première session de la Conférence des ministres africains responsables du commerce, de la coopération régionale, de l'intégration et du tourisme, tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 14 au 16 février 1996.

DECLARATION D'ADDIS-ABEBA SUR LA NEUVIEME SESSION DE LA CONFE- RENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

Les Ministres africains responsables du commerce, de la coopération et de l'intégration régionales ainsi que du tourisme, réunis à Addis-Abeba (Ethiopie) du 14 au 16 février 1996 pour préparer la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devant se tenir à Midrand (Afrique du Sud) du 26 avril au 11 mai 1996, réaffirmons avec force que la communauté internationale doit s'entendre sur des politiques et des mesures concrètes pour atteindre les objectifs d'une croissance équilibrée et d'un développement durable dans une économie internationale en voie de mondialisation et de libéralisation.

Ayant passé en revue l'évolution de la situation économique et politique mondiale depuis la huitième session de la Conférence, et en particulier ses conséquences pour les pays africains, et

Ayant examiné le rapport de situation établi par le Comité préparatoire du Groupe des 77,

Les Ministres réaffirment l'utilité et le rôle de la CNUCED en tant que principal organisme des Nations Unies chargé d'étudier de façon intégrée le développement et les questions interdépendantes qui se posent dans les domaines du commerce, du financement, de l'investissement, des services, des produits de base, de la technologie et du développement durable, ainsi que de promouvoir des relations économiques internationales propices au développement.

Les Ministres considèrent que la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement offre une occasion exceptionnelle de relancer le dialogue sur le développement et la coopération économique internationale, en vue de consolider les efforts de développe-

ment des pays du Sud par le biais de la coopération multilatérale fondée sur un partenariat authentique.

S'agissant de l'ordre du jour provisoire de la neuvième session, les Ministres déclarent ce qui suit:

I. ANALYSE DES DEFIS QUI SE POSENT ACTUELLEMENT A L'AFRIQUE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT

1. Parmi les défis qui se posent en matière de développement à bon nombre des pays africains, les plus pressants sont l'éradication de la pauvreté, la mise en valeur des ressources humaines et la transformation des structures de production de leurs économies, notamment la diversification horizontale et verticale du secteur des produits de base. Nulle part ailleurs l'intensité de la détresse humaine n'est ressentie avec autant d'acuité que dans la région africaine. Nombre de nos pays continuent de connaître la pauvreté généralisée, des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi, le manque d'accès aux choses essentielles de la vie telles que l'éducation, les services de santé et l'eau potable. Le continent reste aussi en proie à de graves maladies contagieuses, à des conflits armés qui s'éternisent et à des troubles civils. L'infrastructure, les capacités institutionnelles et la mise en valeur des ressources humaines demeurent insuffisantes; les termes de l'échange ne s'améliorent guère; la part de l'Afrique dans le commerce mondial va fléchissant, cependant que les recettes tirées de l'exportation des produits de base demeurent très instables; la charge de la dette continue à faire obstacle à la reprise économique. En raison des difficultés économiques, la pauvreté est largement répandue; elle est parfois aggravée par les conditionnalités dont sont assorties les mesures d'ajustement.
2. La plupart des pays africains restent lourdement tributaires de la production et de l'exportation d'un petit nombre de produits de base, qui sont la principale source

d'emplois et de recettes en devises. Les Ministres sont conscients du fait qu'un secteur primaire solide et diversifié a presque toujours été le moteur de la croissance, de la diversification économique et du développement. Ils sont donc vivement préoccupés par la marginalisation croissante de l'Afrique sur les marchés mondiaux de produits de base et par l'échec de ses efforts tendant à exploiter ses abondantes ressources, en produits de base pour stimuler la croissance économique.

3. Les pays africains ont prouvé qu'ils étaient résolus à surmonter les problèmes du sous-développement, et nombre d'entre eux ont entrepris de vastes réformes politiques et économiques dans le cadre de programmes d'ajustement structurel exécutés dans des conditions difficiles et de nombreux pays africains ont fait preuve de courage en dévaluant sensiblement leur monnaie. Même si quelques uns ont atteint un taux de croissance satisfaisant, les progrès ont cependant été insuffisants. Le taux de croissance économique demeure trop bas dans de trop nombreux pays, et souvent ne dépasse pas le taux d'accroissement de la population. En particulier, la situation socio-économique des pays les moins avancés (PMA) d'Afrique continue à se détériorer.
4. L'accélération de la libéralisation et de la mondialisation de l'économie internationale, tendances étroitement liées, a ouvert de nouvelles perspectives de croissance et de développement, mais créé aussi de nouveaux problèmes et de nouveaux risques pour la gestion de l'interdépendance mondiale. Jusqu'à présent, l'Afrique n'a guère profité des effets positifs de la mondialisation et risque fort de souffrir d'une marginalisation accrue. La CNUCED, à sa neuvième session, devra donc absolument prendre des mesures permettant d'intégrer rapidement l'Afrique au reste de l'économie mondiale.

II. POLITIQUES ET STRATEGIES POUR L'AVENIR

A. Politique de réforme interne et soutien de la communauté internationale

5. Les Ministres réaffirment que les pays africains sont responsables au premier chef de la restructuration de leur économie, pour faire face aux problèmes posés par la mondialisation et la libéralisation et pour tirer parti des possibilités qu'elles offrent. A cet égard, ainsi qu'il ressort du Programme d'action du Caire adopté en 1995 par le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), les pays africains sont conscients de la nécessité de mettre en oeuvre une politique globale pour créer des conditions propices à l'investissement intérieur et étranger, notamment en créant des conditions macro-économiques stables, moderniser leur économie et leur infrastructure, développer les réseaux de transport et de communication, encourager l'épargne intérieure, favoriser l'esprit d'entreprise, promouvoir la mise en valeur des ressources humaines, élaborer des moyens de recherche ou les renforcer, ainsi qu'accroître leur compétitivité.
6. Toutefois, ainsi qu'il ressort également du Programme d'action du Caire, les efforts nationaux ne suffiront pas pour assurer le progrès économique : ils devront être soutenus par des conditions extérieures favorables et par une importante assistance étrangère. A cet égard, les Ministres demandent à la communauté internationale de comprendre, évaluer et appuyer les efforts et les priorités de l'Afrique, comme définis dans le Programme d'action du Caire. Rappelant les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social, les Ministres soulignent qu'à sa neuvième session, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devra s'attaquer tout particulièrement aux problèmes persistants du retard économique et de la pauvreté dans la plupart des pays en développement et en particulier les moins avancés d'entre eux, dont la

plupart se trouvent en Afrique. D'où la nécessité urgente d'un apport de ressources dans les domaines du financement, de la technologie, de la gestion et de l'investissement, étayé par une coopération internationale très étroite avec le concours à la fois du secteur public et du secteur privé.

7. La libéralisation des politiques économiques, la mondialisation de la production et des marchés ainsi que la rapidité du progrès technique ouvrent la voie à un renforcement de la coopération internationale. Le manque de concordance entre divers aspects des politiques économiques à l'échelle mondiale risque cependant d'amoindrir les effets positifs de la mondialisation et de la libéralisation. Les engagements qui ont été pris de libéraliser et d'harmoniser les pratiques commerciales ne se sont pas accompagnés d'engagements analogues dans d'autres domaines d'intérêt économique général. Ainsi, l'instabilité persistante des taux de change, des taux d'intérêt et des marchés de produits de base continue à nuire aux pays en développement. A cet égard, les institutions financières multilatérales, notamment le FMI, devraient veiller à la coordination des politiques macro-économiques et organiser la réglementation des marchés monétaires et financiers des pays industrialisés, afin de réduire l'instabilité de taux de change et d'intérêt, tout en favorisant la croissance et l'emploi. Il est donc indispensable de coordonner les politiques économiques mondiales, avec la pleine participation des pays en développement. La CNUCED, qui a pour mandat d'étudier les problèmes de développement et les questions connexes et qui a une longue expérience dans ce domaine, pourrait apporter un concours précieux. L'analyse de l'interdépendance mondiale, et en particulier de l'effet global des politiques macro-économiques et de l'évolution du système commercial, monétaire et financier mondial, devrait mettre en évidence les liens entre l'interdépendance et le développement. Le Rapport sur le commerce et le développement demeure la base du débat sur l'interdépendance.

B. Apport de ressources et dette extérieure

8. Les Ministres se déclarent préoccupés par la diminution récente, en valeur réelle, de l'aide publique au développement (APD). Il est indispensable d'inverser rapidement cette tendance. Les pays donateurs sont instamment priés d'accroître leur APD, conformément aux engagements qu'ils ont pris dans diverses résolutions des Nations Unies, en vue d'atteindre l'objectif de 0,7% du PNB, convenu à l'échelle internationale.
9. Il est essentiel de fournir des ressources adéquates aux institutions et programmes multilatéraux qui sont les principales sources de financement des pays à faible revenu. A cet égard, il est extrêmement préoccupant de voir que la dixième opération de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (AID) n'a pas donné les résultats escomptés; les perspectives en ce qui concerne la onzième reconstitution de ses ressources ainsi que la septième reconstitution de celles du Fonds africain de développement (FAD) suscitent aussi de graves préoccupations.
10. Les Ministres prient aussi instamment leurs partenaires au développement d'améliorer les modalités de l'aide afin d'accroître la qualité et l'efficacité de l'assistance aux pays africains, tout particulièrement en assurant la transparence et la responsabilité mutuelles dans la gestion des ressources, ainsi qu'en encourageant les pays bénéficiaires à prendre en main leurs programmes de développement.
11. Conscients du fait que le problème de la dette extérieure des pays africains, en particulier des pays à faible revenu, est loin d'être résolu, les Ministres demandent à la communauté internationale de prendre des mesures pour trouver une solution durable. Ils restent préoccupés devant le fardeau croissant de la dette du continent qui se montait au total à 317 milliards de dollars des Etats-Unis en 1994 et représente en moyenne 231,3%

des exportations totales de biens et services de l'Afrique et 71,6% du PIB total du continent.

12. En ce qui concerne la dette publique bilatérale, les Ministres se félicitent encore de l'adoption par le Club de Paris des termes de Naples suite aux propositions faites par le Groupe des 7 (G7) en faveur des pays les plus démunis et les plus lourdement endettés. Les Ministres restent cependant préoccupés par la lenteur de l'application de ces conditions. Ils prient instamment les créanciers membres du Club de Paris de revoir leurs critères d'éligibilité de façon à inclure tous les pays africains à faible revenu ayant du mal à assurer le service de leur dette dans la liste des pays admis au bénéfice du taux de réduction le plus favorable. Il est également nécessaire d'élargir l'assiette de la dette visée par la réduction proposée en faveur de ces pays.
13. Le problème de l'endettement des pays africains auprès des institutions multilatérales mérite également que la communauté internationale s'y penche de toute urgence. Quelles que soient les solutions envisagées pour réduire la dette multilatérale des pays africains, il conviendrait de les financer avec des ressources supplémentaires et de ne pas recourir à cette fin aux ressources déjà rares de l'aide au développement. Les institutions de Bretton Woods sont encouragées à diligenter l'examen en cours des voies et moyens de résoudre le problème de la dette multilatérale.
14. Les Ministres font appel à la communauté internationale afin qu'elle améliore les conditions appliquées à la dette de l'Afrique par l'adoption des mesures ci-après:
 - a) Une réduction de 80% du volume total de la dette de l'ensemble des pays africains contractée à des conditions non concessionnelles y compris les intérêts dûs;

- b) Permettre l'annulation de la dette octroyée à des conditions favorables et rééchelonnée au sein du Club de Paris;
 - c) Instituer des mesures novatrices propres à réduire :
 - i) La dette multilatérale, notamment par le rachat de cette catégorie de dette au moyen des produits de la vente d'une partie des réserves d'or du Fonds monétaire international, sans porter atteinte aux intérêts des pays producteurs d'or;
 - ii) La dette commerciale grâce à des modalités améliorées du plan Brady et à une utilisation plus efficace du Fonds De Désendettement De l'AID.
15. La solution du problème de la dette africaine devrait aller de pair avec celui des investissements et des courants commerciaux. Dans ce domaine, la conversion de la dette en vue du financement de programmes en faveur d'un développement durable, tels que des programmes de protection de l'environnement et des ressources naturelles et de formation d'entrepreneurs, devrait être encouragée.
16. Les Ministres demandent que l'on accorde toute l'attention requise à la nécessité d'établir un mécanisme pour un traitement coordonné de la dette africaine sous tous ses aspects bilatéral, multilatéral et commercial afin d'assurer à l'Afrique des flux nets de ressources positifs.
17. Les Ministres se déclarent préoccupés par la gravité du problème de la dette des pays les moins avancés (PMA), qui ont besoin d'avantage de ressources concessionnelles et dont l'allègement substantiel du fardeau de la dette requiert des mesures concrètes dont l'annulation ou l'allègement d'effet équivalent de la dette contractée au titre de l'aide publique au développement (APO), conformément à la résolution 165(S-IX) du Conseil du

commerce et du développement; l'application dans les meilleurs délais du régime le plus favorable prévu dans les conditions de Naples du Club de Paris ainsi que l'adoption de programmes de réduction et d'allègement de la dette par les créanciers ne faisant pas partie du Club de Paris qui ne l'ont pas encore fait; examen dans les meilleurs délais des moyens permettant de résoudre le problème de la dette multilatérale; réduction de la dette commerciale grâce au Fonds de désendettement de l'AID ou d'autres facilités.

18. La CNUCED, OUA/CEA/BAD, devrait en étroite collaboration avec le Groupe de contact ministériel africain sur l'endettement de l'Afrique continuer d'analyser régulièrement les problèmes d'endettement des pays africains, afin de formuler des propositions constructives visant à les résoudre et de conseiller les pays africains dans la gestion de la dette et les négociations relatives à celle-ci. En outre, elle devrait mettre l'accent sur l'étroite interaction existant entre le commerce et la dette, surtout à un moment où les pays africains ouvrent leurs économies et libéralisent leurs échanges.

C. Environnement et développement durable

19. La pauvreté, qui touche la grande majorité des pays africains, et la dégradation des ressources écologiques/naturelles sont étroitement liées. Il faut s'attaquer aux problèmes indissociables que sont la pauvreté et la dégradation de l'environnement afin de jeter les bases d'un développement durable essentiel pour permettre aux pays en développement de mieux protéger l'environnement. Les pays africains sont résolus à appliquer des politiques judicieuses de gestion de l'environnement. Toutefois, pour eux, l'élimination de la pauvreté et le développement économique et social demeurent la priorité des priorités. Il faudrait également envisager de fournir aux pays africains, des ressources en volume approprié, ainsi que des technologies écologiquement rationnelles, à des conditions de faveur en vue de les aider à s'adapter aux nouvelles exigences

écologiques, mondiales et locales. Les Ministres soulignent que la coopération internationale, le partenariat et la transparence devraient être au coeur de toute conception globale du développement durable.

D. Coopération et intégration économique régionale africaine

20. Les Ministres réaffirment leur attachement à la coopération et à l'intégration économiques régionales en tant qu'étape importante vers la diversification de la production et des marchés, de la mise en place de réseaux d'infrastructure appropriés et de l'affectation rationnelle des ressources dans le contexte de marchés régionaux élargis. La coopération régionale en Afrique renforcerait les mutations structurelles dans la mesure où elle vise: i) à la mise en place d'une infrastructure régionale; ii) au développement des capacités de production; iii) à la libéralisation du commerce; iv) à l'harmonisation des politiques. A cet égard, les Ministres demandent aux institutions de Bretton Woods d'accorder une attention spéciale aux dimensions régionales des programmes d'ajustement structurel.
21. Les pays africains s'emploient à mettre en place la Communauté Economique Africaine et à mener à bien les premières phases d'application du Traité d'Abuja. Les Ministres se déclarent fermement décidés à mettre en oeuvre le Traité d'Abuja. Ils sont convaincus que la transformation économique qui résultera de l'intégration régionale créera des possibilités d'expansion pour le commerce intra-régional et le commerce inter-régional.

E. Coopération Sud-Sud

22. L'évolution récente du contexte politique et économique mondial et le fait que les pays du tiers monde se trouvent à des degrés de développement différents ont accru l'importance de la coopération économique entre pays en développement (CEPD), compte tenu en particulier du succès obtenu par certains d'entre eux en matière de

croissance. Dans le nouveau contexte des réformes axées sur le marché et des stratégies de croissance axées sur l'exportation appliquées par la plupart des pays en développement, la CEPD devrait être considérée comme un moyen d'accroître les capacités de production, de réaliser des économies d'échelle et de parvenir à la compétitivité au plan international et également d'assurer l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale. La CEPD devrait être menée avec l'assistance technique et financière des pays développés.

23. La coopération interrégionale entre pays en développement peut apporter un soutien supplémentaire aux efforts entrepris par les pays africains en vue de leur économie. Elle devrait être axée sur: i) la promotion de réseaux et de services de transport et de communication, y compris de liaisons maritimes entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine; ii) la mise en place de mécanismes de financement du commerce et des investissements Sud-Sud; iii) la conception et l'exécution de programmes de coopération technique entre pays en développement (CTPD); iv) la libéralisation du commerce par le biais du Système global de préférences commerciales (SGPC) et autres accords.
24. Les Ministres prennent acte de la progression de la deuxième série de négociations du SGPC entre pays en développement. Les négociations en cours à la CNUCED devraient être conclues aussi rapidement que possible. Ils soulignent qu'une étude devrait être effectuée pour déterminer les avantages pour les pays africains qui découleraient du SGPC. Les négociations futures devraient viser à élargir la portée du Système et à en étendre le champ d'application à de nouveaux secteurs.

F. Pays les moins avancés

25. Nombre d'objectifs du Programme d'Action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (PMA)

n'ont pas été atteints. Une plus grande détermination de la communauté internationale sera donc nécessaire pour aider les PMA à remédier à la dégradation de leurs conditions économiques et sociales, à oeuvrer en faveur d'un développement durable et à éviter une plus grande marginalisation. Les bailleurs de fonds devraient remplir rapidement la série d'objectifs et d'engagements d'aide convenus, énoncés dans le Programme d'Action et réaffirmés à l'occasion de l'examen global à mi-parcours et honorer leur engagement à accroître sensiblement le niveau global du soutien extérieur apporté aux PMA.

26. Il faudrait assurer un suivi effectif des résultats de l'examen global à mi-parcours ainsi que des conclusions et des recommandations concernant les PMA adoptées par de grandes conférences mondiales. La CNUCED, qui coordonne et centralise la surveillance, le suivi et l'examen de l'application du Programme d'action en faveur des PMA, devrait continuer d'accorder une priorité élevée aux questions relatives à ces pays et le Conseil du commerce et du développement devrait continuer à examiner chaque année leur situation sur la base du *Rapport sur les pays les moins avancés*.

G. Nouvel (Ordre du jour des Nations Unies) pour le développement de l'Afrique (UN-NADAF)

27. Les Ministres réaffirment l'importance que continue de revêtir le Nouvel des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. A cet égard, ils demandent instamment à tous les donateurs et à toutes les institutions multilatérales d'intensifier leurs efforts et leurs contributions pour la réalisation des objectifs de ce programme. Ils font appel en particulier aux partenaires au développement de l'Afrique pour qu'ils tiennent leurs engagements concernant le Fond de diversification des produits de base africains, qui n'a pas encore été établi. Il est demandé à la CNUCED, dans son domaine de compétence et en coopération avec les autres organisations compétentes du Groupe spécial inter-institutions des Nations Unies pour l'Afrique, de faire des proposi-

tions concrètes pour l'application effective de ce programme.

28. Les Ministres demandent instamment que les pays donateurs, les institutions financières internationales, les organes et agences spécialisées de l'ONU, de prendre part et participer d'une manière efficace à la réunion consacrée à l'examen global à mi-parcours de l'UN-NADAF qui se tiendra à New York au mois de septembre 1996, afin de veiller à ce que l'examen à mi-parcours donne lieu à une mise en oeuvre effective du Programme.

III. PROMOTION DU COMMERCE INTERNATIONAL EN TANT QU'INSTRUMENT DE DEVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE DE L'APRES-CYCLE D'URUGUAY

A. Incidence des Accords du Cycle d'Uruguay

29. Les pays africains ont de leur propre initiative consenti des efforts sans précédent dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et des Accords découlant du Cycle d'Uruguay pour ouvrir leur économie et l'intégrer à l'économie mondiale. En assumant des obligations nouvelles et plus contraignantes dans le cadre du système commercial et multilatéral, ces pays ont largement contribué au renforcement du système commercial international.
30. L'application des Accords du Cycle d'Uruguay imposera des difficultés et des coûts transitoires non négligeable aux pays africains, en particulier aux pays les moins avancés et aux pays importateurs nets de denrées alimentaires. D'après de nombreuses études, ces difficultés ou coûts transitoires découleraient notamment : de l'effritement des préférences commerciales dont ces pays bénéficient actuellement au titre des Conventions de Lomé et du Système généralisé de préférences (SGP) et d'autres arrangements préférentiels; d'un renchérissement des importations de denrées alimentaires (en raison du processus de réforme dans l'agricul-

ture) et d'autres produits, notamment les produits pharmaceutiques et les produits phytosanitaires (du fait de l'application de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)); et d'une hausse des coûts liés aux procédures de notification et aux autres obligations associées au statut de membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

31. Il est largement reconnu que l'application de l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture aura des conséquences défavorables pour les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires. Même au stade initial de la mise en oeuvre de cet Accord, ces pays rencontrent déjà des difficultés du fait des nouvelles anticipations du marché et des modifications introduites par certains pays développés dans les politiques de vente de denrées alimentaires. Il est donc urgent d'appliquer la décision de Marrakech concernant les pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires. Les organisations concernées doivent rapidement clarifier les questions suivantes: la nature de l'assistance (aide alimentaire, assistance financière, crédits à l'exportation, assistance technique); l'adéquation des mécanismes d'assistance existants et les conditions d'accès à ces mécanismes; les variables à surveiller (par exemple, le niveau des prix des importations alimentaires); le mécanisme de déclenchement de l'assistance (par exemple le niveau des approvisionnements alimentaires et les variations des prix des importations). La CNUCED devrait suivre de près l'application de la décision susmentionnée en vue d'en analyser les incidences sur les différents pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires et de faire des propositions pour une application effective de cette décision. Elle devrait également aider ces pays à élaborer des stratégies pour remédier aux incidences défavorables des réformes dans l'agriculture.
32. Les Ministres insistent sur la nécessité de définir un système de surveillance des prix applicables à certains

produits alimentaires de base (notamment le blé et le lait) assurant une stabilité de prix de ces produits.

B. Mesures pour permettre aux pays africains de s'adapter au nouveau contexte de l'après-cycle d'Uruguay et d'en tirer des bénéfices

33. Les Ministres demandent instamment l'application rapide de la décision de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réformes sur les pays les moins avancés et les pays importateurs nets de denrées alimentaires. Ils ont également demandé instamment l'application, à titre prioritaire, de la Déclaration de Marrakech et des décisions ministérielles se rapportant aux PMA, ainsi que des dispositions spéciales en faveur des PMA figurant dans les divers Accords du Cycle d'Uruguay. A cet égard, ils ont préconisé l'adoption rapide de mesures appropriées, sous la forme d'un "filet de protection", en vue d'atténuer les incidences défavorables sur les pays concernés. A ce titre, la CNUCED est invitée, conformément au paragraphe 15 de la résolution 49/99 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en coopération avec les organisations internationales compétentes, à faire des propositions pour traduire en mesures concrètes les décisions prises à Marrakech.
34. Compte tenu des difficultés que les pays africains risquent de rencontrer pour adapter leur économie à l'évolution des débouchés commerciaux et à l'intensification de la concurrence à la suite du Cycle d'Uruguay, une assistance internationale à l'ajustement sera nécessaire, dont : une aide à l'ajustement commercial (pour le renforcement des capacités d'exportation, l'accroissement de la compétitivité, la diversification des produits et des marchés d'exportation, une aide temporaire en raison du renchérissement des importations de produits pharmaceutiques); une aide à l'ajustement de la balance des paiements (pour faire face à la détérioration de la balance commerciale et de la balance des services); une assistance technique et une aide à la mise en valeur des

ressources humaines (pour le renforcement des capacités concernant l'élaboration de la politique commerciale, la gestion du secteur du commerce et une participation effective aux activités de l'OMC).

35. Les mesures relatives au renforcement des capacités devraient être axées sur les aspects suivants : renforcement des capacités d'identification et d'exploitation des nouveaux débouchés commerciaux, y compris la promotion des exportations; mise en valeur des ressources humaines et renforcement des institutions ayant vocation à traiter des questions commerciales traditionnelles et nouvelles, y compris l'élaboration et l'application de la politique commerciale; renforcement des capacités de négociation pour une participation tangible aux négociations commerciales multilatérales actuelles et futures; renforcement des capacités nationales dans le secteur des services, y compris le développement des infrastructures de télécommunication et l'accès aux technologies de l'information; et accroissement de l'efficacité commerciale, s'agissant en particulier des capacités institutionnelles et des procédures de gestion du commerce.
36. La capacité des pays africains à participer activement à l'OMC, d'y exercer leurs droits et y remplir leurs obligations déterminera dans une large mesure le progrès de leur intégration dans le système commercial international. La communauté internationale devrait fournir une coopération technique appropriée aux pays, qu'ils soient ou non membres de l'OMC, qui, autrement, ne pourraient participer efficacement au système commercial international et tirer profit du processus de négociation de l'OMC. La CNUCED devrait, en collaboration avec les organisations sous-régionales et régionales, renforcer et recentrer ses programmes de coopération technique en vue d'augmenter de façon substantielle les capacités institutionnelles des partenaires commerciaux plus faibles pour leur permettre de s'intégrer d'une façon efficace au nouveau système commercial international et aux négociations dans le cadre de l'OMC et d'en tirer des bénéfices.

37. Suite au Symposium des Nations Unies tenu à Colombus dans l'Ohio, des efforts ont été déployés dans le nombreuse pays africains en vue d'établir des pôles commerciales ("Trade Points"); malgré tout, nombre de ces pôles n'ont pas encore franchi l'étape de leur création formelle du fait de l'insuffisance de l'expertise et des ressources financières disponibles. En conséquence, la CNUCED devrait, en collaboration avec le Centre de Commerce International (CCI), les organisations sous-régionales et régionales, intensifier son assistance technique et financière, afin de rendre ces pôles commerciaux pleinement opérationnels et efficaces. Par ailleurs, la CNUCED devrait apporter son assistance aux pays intéressés pour établir de nouveaux pôles.
38. Les Ministres insistent sur l'application rapide de la résolution adoptée par les ministres africains du commerce à Tunis en octobre 1994 demandant aux organisations internationales élaborent des programmes de coopération technique visant à aider les pays africains à appliquer les Accords du Cycle d'Uruguay et à en tirer tous les avantages. A cet égard, ils notent avec satisfaction l'élaboration par la CNUCED, l'OMC et le CCI du programme tripartite de coopération technique et exhortent sa mise en oeuvre rapide. Ils invitent le PNUD et les autres donateurs à envisager sérieusement le financement de programmes et de projets en vue d'aider les pays africains à appliquer les Accords du Cycle d'Uruguay. L'exécution de ce programme devrait se faire en étroite collaboration avec la CEA, l'OUA et les autres organisations régionales compétentes.
39. Ils invitent également le PNUD et la communauté des donateurs à envisager favorablement le financement de programmes et de projets d'assistance technique formulés par la CNUCED et le CCI pour aider les pays africains à se conformer aux Accords d'Uruguay et à en tirer profit.
40. Les pays africains souhaitant adhérer à l'OMC devraient avoir toute la latitude de le faire dans des conditions

équitable et compatibles à leurs besoins en matière de commerce et de développement. La CNUCED devrait apporter son assistance à ces pays.

41. La CNUCED devrait suivre de près la mise en oeuvre des Accords d'Uruguay en vue de formuler des recommandations relatives aux politiques y compris celles concernant les PMA en particulier s'inscrivant dans une perspective de développement. Il faudrait notamment : i) identifier et évaluer les nouveaux débouchés commerciaux; ii) analyser les lois nationales d'application et les politiques et pratiques commerciales ultérieures des grandes nations commerçantes ainsi que leurs incidences sur les débouchés commerciaux des pays en développement; iii) analyser les problèmes d'application des Accords du Cycle d'Uruguay qui se posent aux pays en développement; et iv) analyser de quelle façon les pays en développement pourraient utiliser au mieux les diverses périodes de transition qui leur sont accordées pour ajuster leurs politiques et leurs stratégies et de quelle manière ils pourraient être assistés afin de pouvoir remplir, à la fin des périodes d'application envisagées leurs obligations multilatérales.
42. Tout en se félicitant de la coopération en cours entre l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et la CNUCED concernant l'examen des conséquences globales de l'ADPIC en particulier sur les secteurs social, économique et technologique des pays en développement. Les Ministres notent que des études supplémentaires et une assistance technique sont nécessaires pour l'application de cet Accord en coopération avec l'OMC. Ils soulignent en particulier la nécessité de fournir aux pays en développement des conseils et une assistance technique pour l'application des dispositions de l'Accord, notamment au cours de la période de transition, et demandent instamment à la CNUCED de proposer, en collaboration avec les organisations internationales compétentes, telles que l'OMC et le CCI, des contributions techniques et autres pour faciliter l'application de l'Accord.

43. La CNUCED devrait poursuivre son travail d'analyse dans le domaine du commerce des services en vue de déterminer les débouchés commerciaux qu'offrirait aux pays en développement l'application, secteur par secteur, de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). En tenant compte des dispositions spéciales de l'AGCS relatives aux pays en développement, la CNUCED devrait également identifier les mesures appropriées à prendre, aux niveaux national et international, pour aider les pays en développement à tirer pleinement parti de ces débouchés, y compris des mesures relatives à l'élaboration des stratégies pour le renforcement de leur secteur des services et de leurs capacités nationales en matière de services et l'expansion de leur commerce des services.
44. Compte tenu de l'importance des télécommunications en tant que service proprement dit et en tant qu'infrastructure pour la fourniture d'autres services, les organisations internationales et régionales (y compris les institutions de financement) ainsi que les pays développés devraient encourager et soutenir le développement des infrastructures de télécommunication, des équipements informatiques et du commerce des services, des pays en développement. Une attention particulière devrait être accordée aux moyens d'aider les pays en développement à renforcer leur infrastructure nationale de télécommunication ainsi que la capacité de leur secteur des services, notamment par le transfert de technologies, la formation et la mise en valeur des ressources humaines dans les secteurs des télécommunications et des technologies informatiques. Etant donné la grave pénurie d'infrastructures de télécommunication sévissant en Afrique, il faudrait tout particulièrement envisager la création de réseaux de télécommunications dans ce continent.
45. Les récents progrès enregistrés dans le domaine des technologies de l'information offrent l'occasion de mener de façon beaucoup plus efficace les transactions commerciales internationales et de tirer parti des nouveaux

débouchés commerciaux. Au cours de la dernière décennie, la CNUCED a démontré que des résultats pratiques peuvent être obtenus dans ce domaine. La Déclaration ministérielle de Columbus issue du symposium international des Nations Unies sur l'efficacité commerciale, qui a désigné la CNUCED comme centre de coordination pour la mise en oeuvre de ces nouvelles technologies, souligne la nécessité de promouvoir l'utilisation, à l'échelle mondiale, du commerce électronique sur la base du principe de l'égalité d'accès des pays aux systèmes compatibles avec les normes internationales recommandées par l'Organisation des Nations Unies. La CNUCED devrait servir de cadre pour l'élaboration d'un consensus sur les différents aspects de la mise en oeuvre des infrastructures d'information mondiale. Un mécanisme de suivi chargé d'évaluer les progrès réalisés en matière d'efficacité commerciale devra également être créé au sein de la CNUCED en vue de la diffusion des informations sur les efforts déployés par les pays pour mettre en oeuvre les recommandations du colloque. Les donateurs et les organismes de financement sont priés d'envisager le financement de tels efforts.

46. Les Ministres reconnaissent qu'un développement rapide et efficace du commerce est tributaire de l'existence de systèmes de transport performants. Considérant l'importance de sa contribution au développement des systèmes de transport dans les pays en développement et en Afrique en particulier, la CNUCED devrait poursuivre et renforcer son action dans l'application de la deuxième phase du Programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (UNTACDA II). Ils invitent les partenaires au développement de l'Afrique à tirer parti de la neuvième session de la Conférence pour renforcer la capacité de la CNUCED à mettre en oeuvre les programmes de transport, et, s'agissant en particulier de l'Afrique, à poursuivre la mise en oeuvre des objectifs du programme d'UNTACDA II, en tenant compte de la situation des pays enclavés.

47. Les Ministres prennent note du Système d'Informations Anticipées sur les Marchandises (SIAM) mis au point par la CNUCED, qui permet aux transporteurs et à leurs clients de suivre les marchandises tout au long de la chaîne de transport, et qui est actuellement installé, au titre de projets pilotes, dans un certain nombre de pays en développement. Etant donné que ce système permet aux pays d'avoir accès aux marchés mondiaux grâce aux techniques d'échange informatisé de données et qu'il accroît l'efficacité des transporteurs nationaux en fournissant l'information voulue au moment désiré sur le réseau de chaque transporteur, les Ministres demandent instamment à la CNUCED d'étendre le système à tous les pays africains intéressés.

C. Suivi du Cycle d'Uruguay

48. Les Ministres réaffirment que la mise en oeuvre du futur programme de travail découlant des divers Accords du Cycle d'Uruguay doit pleinement tenir compte des intérêts des pays en développement, en particulier des pays africains. Dans le domaine des services, l'objectif devrait être de parvenir à une libéralisation notable dans les secteurs et les modes de livraison qui relèvent de la capacité d'exportation des pays en développement, notamment le mouvement des personnes physiques. Des efforts supplémentaires seront également nécessaires concernant les tarifs, en particulier pour ce qui est des produits d'exportation des pays en développement. Les crêtes tarifaires et la progressivité des tarifs qui ont pour effet de freiner le développement des industries de transformation dans les pays en développement, continuent de toucher des groupes de produits présentant un grand intérêt à l'exportation pour les pays en développement, tels que les produits tropicaux et les produits provenant des ressources naturelles. Bien qu'il n'y ait pas d'accord des parties contractantes sur un programme de négociations sur les tarifs au sein de l'OMC dans un avenir immédiat, de nouveaux progrès en matière de libéralisation pourraient être obtenus par une amélioration des schémas relevant du SGP ou d'autres mécanismes de

préférences. Cela pourrait offrir aux pays en développement et en particulier aux pays les moins avancés pour lesquels le Cycle d'Uruguay a entraîné un effritement des marges tarifaires préférentielles plus d'ouvertures sur les marchés.

49. Les Ministres demandent instamment que les améliorations ci-après soient apportées aux schémas SGP : i) l'élargissement de l'éventail des produits visés dans le cadre des produits agricoles, des textiles, des vêtements, des denrées alimentaires transformées, des articles en cuir et des chaussures; ii) l'élargissement des marges tarifaires lorsque les taux SGP sont supérieurs à zéro; iii) l'élimination des restrictions quantitatives; iv) la simplification et l'harmonisation des règles d'origine; v) la simplification des procédures et un plus grande stabilité des schémas; vi) la suppression de toutes les conditionnalités liées à l'octroi de préférences sous le SGP; vii) l'étude de l'extension du SGP à de nouveaux domaines tels que les services et les investissements; viii) l'adoption, de concert avec les pays en développement, de critères de passage progressif
50. Les Ministres invitent l'Union européenne à mettre en oeuvre son engagement à compenser les pertes de préférences affectant la compétitivité des pays du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) sur les marchés de l'Union européenne conformément aux annexes XXVII et XXIX de la Convention de Lomé. Ils invitent également les autres partenaires au développement de l'Afrique à s'inspirer de ses dispositions et à envisager l'établissement d'un mécanisme de compensation pour soutenir les efforts d'ajustement des pays africains pour leur pleine participation au système commercial issu des Accords du Cycle d'Uruguay.
51. Dans l'application des engagements contractés au titre des Accords du Cycle d'Uruguay, les pays développés devraient, autant que possible, accorder un traitement plus favorable aux exportations et aux services des pays

en développement. La réglementation douanière et les procédures administratives adoptées pour donner effet aux engagements en matière d'accès aux marchés dans le secteur agricole ne devraient pas imposer de nouvelles difficultés réglementaires et de nouvelles restrictions aux importations en provenance des pays en développement. Pour ce qui est des produits assujettis à des contingents tarifaires agricoles, la répartition des contingents devrait être telle que les fournisseurs des pays en développement, en particulier les exportateurs africains, puissent accroître leur part de marché. Les pays développés sont appelés à appliquer, dans le respect de la lettre et de l'esprit, l'Accord général sur le commerce des services, en particulier l'article IV, l'article XIX et l'annexe sur les télécommunications, qui visent à faciliter le développement de capacités locales dans les pays en développement et à accroître la participation de ces pays au commerce mondial des services.

52. Les Ministres se félicitent de la résolution 50/95 de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1995 sur le commerce international et le développement, qui souligne notamment la nécessité urgente d'aider les pays africains à évaluer les conséquences pour eux des résultats du Cycle d'Uruguay et à déterminer et appliquer des mesures d'adaptation pour accroître leur compétitivité. Dans sa résolution, l'Assemblée générale invite également la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa neuvième session à, notamment, transmettre son évaluation, dans une optique de développement, des défis et des possibilités découlant des Accords du Cycle d'Uruguay à la Conférence ministérielle de l'OMC qui doit se tenir à Singapour en décembre 1996. A cet égard, les Ministres demandent instamment que l'évaluation faite par la Conférence à sa neuvième session, évaluation que le Conseil du commerce et du développement pourrait ultérieurement affiner avant la Conférence de Singapour, soit aussi détaillée et spécifique que possible au niveau des pays et comprenne des propositions sur les moyens d'exploiter les débouchés commerciaux et de

remédier aux difficultés transitoires des pays en développement, en particulier à celles des pays les moins avancés, dont bon nombre sont des pays africains ainsi qu'à celles des pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires.

D. Mesures concernant les produits de base

53. Les objectifs fondamentaux de la politique internationale relative aux produits de base ont généralement été d'assurer une certaine stabilité du commerce international des produits de base à des niveaux de prix qui soient rémunérateurs pour les producteurs et équitables pour les consommateurs; d'accroître la productivité et les recettes d'exportation de produits, en particulier dans les pays en développement; de parvenir à une utilisation des ressources aussi efficace que possible, notamment en enrayant et en refoulant le protectionnisme et en éliminant les mesures qui faussent le commerce; et de renforcer la capacité des pays en développement de gérer leur dépendance à l'égard des produits de base et de diversifier leur capacité de production et leurs exportations. A sa neuvième session, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait convenir de mesures concrètes pour faire progresser la réalisation de ces objectifs, la création de bourses de produits dans les pays en développement peut contribuer à une plus grande efficacité du commerce des produits de base, ainsi qu'à une plus forte participation des entreprises de ces pays à ce commerce.
54. Pour un meilleur équilibre de l'offre et la demande sur le marché des produits de base, en particulier lorsque l'offre de produits est régulièrement excédentaire, il faudrait trouver des moyens d'encourager un échange régulier d'informations et une coopération volontaire entre producteurs, notamment en étudiant la possibilité de créer à la CNUCED un observatoire international des produits de base.

55. A titre prioritaire, il faudrait aussi renforcer les mécanismes de financement visant à remédier à l'instabilité et aux risques auxquels sont exposés les pays en développement tributaires de l'exportation de produits de base. Il faudrait en particulier reconduire telle quelle la Facilité de financement compensatoire et de financement pour imprévus du FMI et accroître sensiblement les ressources des mécanismes bilatéraux de financement compensatoire tels que le STABEX des Conventions de Lomé. En coopération avec d'autres institutions compétentes telles que le CCI, la CNUCED devrait mettre en place un mécanisme permettant d'étudier des moyens pratiques de renforcer la capacité des pays en développement de réduire les effets négatifs de la dépendance à l'égard des produits de base, notamment grâce à l'utilisation d'instruments modernes de commercialisation et de gestion des risques.
56. Les Ministres soulignent également la nécessité d'encourager la transformation sur place de tout ou partie des produits de base afin d'atténuer les effets néfastes des trop grandes fluctuations de leurs prix.
57. La promotion de la diversification, horizontale et verticale, des produits de base requiert que les pays développés soient liés par un engagement ferme à fournir une aide financière spéciale en vue : de faciliter une telle diversification en Afrique, d'identifier et d'encourager des projets dans ce domaine, de remédier aux contraintes pesant, du côté de l'offre, sur le secteur des produits de base dans les pays africains, notamment les moins avancés d'entre eux, et d'assurer et de maintenir des niveaux suffisants de prospection de minéraux en Afrique.
58. Les donateurs sont invités, conformément à la résolution 49/142 de l'Assemblée générale, à accorder une attention et un soutien particuliers aux efforts de diversification des pays africains. Les Etats qui participent au Fonds africain de développement de la Banque africaine de développement sont invités à envisager de verser,

aussitôt que possible, des contributions initiales adéquates à ce fonds, afin qu'il puisse commencer de fonctionner. Les institutions multilatérales sont également invitées à accorder toute la priorité requise à l'octroi d'une assistance technique et financière aux pays africains pour la diversification de leur secteur des produits de base, en particulier pour les étapes préparatoires des projets et des programmes.

59. Les Ministres demandent que des efforts appropriés soient faits pour mobiliser d'une manière plus efficace les ressources internationales afin de financer la diversification des produits de base dans les pays africains, y compris, en particulier, les contributions volontaires qui ont été annoncées au profit du Deuxième guichet du Fonds Commun des produits de base, et dont la plupart n'a pas été déboursée. Etant donné que le Premier Guichet du Fonds Commun n'est pas opérationnel, la CNUCED IX devrait apporter un amendement approprié au mandat du Fonds, en vue d'augmenter sa capacité pour financer la diversification du secteur des produits de base et les programmes pertinents de développement, des PMAs en particulier.

E. Politiques en matière de commerce et de concurrence

60. Si les obstacles gouvernementaux au commerce ont été sensiblement réduits ces dernières années, à la fois par des mesures unilatérales et dans le contexte des accords multilatéraux du Cycle d'Uruguay, on ne s'est guère préoccupé des pratiques commerciales restrictives qui entravent le commerce international. Pour que les concessions et obligations commerciales ne soient pas annulées par des pratiques anticoncurrentielles privées, il est nécessaire de renforcer le système commercial multilatéral au moyen de règles multilatérales contraignantes visant à remédier les pratiques commerciales restrictives appliquées par des entreprises privées. Ces règles pourraient être élaborées à partir des principes communs de concurrence qui sont con-

signés dans les lois nationales sur la concurrence, dans divers accords commerciaux, bilatéraux et plurilatéraux, ainsi que dans l'Ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau multilatéral pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives. A sa neuvième session, la Conférence devrait décider de mesures pratiques et des mécanismes institutionnels nécessaires pour promouvoir un consensus international sur des principes contraignants en matière de concurrence.

61. La CNUCED devrait donner suite aux recommandations de l'atelier africain sur la politique de concurrence qui s'est tenu à Tunis les 17 et 18 octobre 1995. Elle devrait en particulier : organiser une réunion régionale africaine annuelle sur la politique de concurrence; dresser un inventaire des institutions et des dispositions réglementaires existant en matière de politique de concurrence en Afrique; fournir des bases de données et des mécanismes en vue d'un échange d'informations sur les pratiques commerciales restrictives; et mettre en place un programme régional de coopération technique pour l'Afrique sur les politiques en matière de concurrence, prévoyant notamment des activités de formation.

F. Commerce et environnement

62. Les Ministres ont exprimé leur préoccupation concernant l'application unilatérale des normes environnementales dans le commerce international. Ils ont souligné que les mesures environnementales ne devraient pas être utilisées comme une forme de protectionnisme. Les problèmes environnementaux ayant des effets transfrontaliers devraient être traités dans le cadre des accords multilatéraux relatifs à l'environnement (AME). Les mesures environnementales devraient être rattachées à des principes de nécessité, de non-discrimination, de restrictions commerciales minimales et de transparence.

63. La nécessité de respecter des normes environnementales imposées de l'extérieur peut détourner des ressources des besoins immédiats de développement de ces pays et freiner leur processus de développement. Eu égard au coût découlant du respect des normes environnementales, qui est relativement plus élevé pour les pays en développement que pour les pays développés, et compte tenu de ce que la responsabilité des pays en développement en ce qui concerne les problèmes environnementaux mondiaux est moindre que celle des pays développés, des efforts spéciaux, conformément à l'Agenda 21 (parties A et B du chapitre 2) et au Principe 7 de la Déclaration de Rio, devraient être faits pour inclure des mesures positives dans les accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Ces mesures positives - plutôt que des mesures de restriction du commerce - devraient encourager le commerce et le recours à des options écologiques, et aussi faciliter la mise en place de mécanismes de transfert de technologie et de moyens de financement. Elles devraient aider les pays africains dans leurs efforts tendant à se rapprocher de normes environnementales plus exigeantes et atteindre les objectifs arrêtés au niveau international dans le contexte des AME.
64. La CNUCED devrait, tout en tenant compte des activités d'autres organismes (en particulier l'OMC et le PNUE), poursuivre ses travaux sur le commerce et l'environnement, notamment ses efforts visant à susciter un consensus international sur des principes et des modalités concernant les liens entre commerce, l'environnement et le développement, et à aider les pays en développement à négocier des accords plus équilibrés dans ce domaine. Les objectifs de développement devant aller de pair avec les objectifs environnementaux, la CNUCED devrait aussi aider à définir des mesures positives, y compris des mécanismes pour le transfert de technologie et de ressources financières (notamment les investissements étrangers), à l'appui des efforts des pays en développement visant à s'adapter à des normes environnementales plus élevées et à réaliser les objec-

tifs environnementaux convenus au niveau international. La CNUCED en collaboration avec le CCI, devrait fournir une assistance technique aux pays africains pour leur permettre d'identifier et de clarifier des questions d'intérêt pour eux en ce qui concerne le commerce et l'environnement, y compris une assistance pour la création de systèmes nationaux sur l'environnement qui soient reconnus sur le plan international, et leur participation effective aux négociations sur les questions commerciales et environnementales.

IV. DEVELOPPEMENT ET COMPETITIVITE DES ENTREPRISES DANS LES PAYS AFRICAINS

65. Les Ministres réaffirment qu'il incombe à leurs gouvernements de créer des conditions propices au développement des entreprises et au renforcement de la compétitivité du secteur des entreprises locales. A cette fin, ils sont déterminés à poursuivre des politiques sectorielles dynamiques qui encouragent l'esprit d'entreprise, contribuent à la mise en valeur des ressources humaines et accroissent la compétitivité des entreprises au moyen d'actions intersectorielles, en particulier dans les domaines du transfert et de la modernisation de la technologie, du développement des compétences et du financement.
66. Les Ministres notent que, dans les pays africains, les entreprises sont dans leur grande majorité des PME. Elles exercent un large éventail d'activités, allant de la fourniture de biens et de services dans le secteur informel à la production et à l'exportation de biens et services dans le secteur moderne, ce qui leur confère une importance particulière dans le développement économique et social. Ces entreprises, à forte intensité de main-d'œuvre, jouent un rôle essentiel dans la création d'emplois et l'amélioration des compétences. En rémunérant des travailleurs indépendants ou salariés, elles contribuent à l'augmentation des revenus et, partant, à la lutte contre la pauvreté. Les petites et moyennes entre-

prises jouent aussi un rôle crucial en facilitant la participation des femmes à la production et à l'activité économique. Les PME sont par ailleurs en mesure de tirer parti des ressources du secteur non structuré, qui à défaut risqueraient de ne pas être chaînées en direction du processus de développement.

67. Les Ministres constatent avec préoccupation que, dans de nombreux pays africains, notamment les moins avancés, le développement du secteur des entreprises locales marque le pas. De nombreuses entreprises industrielles de ces pays se caractérisent par des taux d'utilisation des capacités inférieurs à 30%. La différence de productivité entre les entreprises des pays développés et celles des pays africains s'est encore accentuée, en dépit des efforts d'ajustement structurel et de réforme économique entrepris dans bon nombre de ces derniers. Les programmes d'ajustement structurel qui étaient censés relancer le secteur manufacturier des pays africains et encourager leurs exportations ont eu, sur le secteur des entreprises, des incidences qui, dans bien des cas, n'ont guère été positives. Les Ministres demandent donc que les programmes d'ajustement structurel prévoient des mesures en faveur du développement des entreprises. Ces mesures devraient inclure l'octroi de prêts à des conditions favorables, afin de renforcer la capacité de production des entreprises locales afin qu'elles tirent partie des autres mesures contenues dans ces mêmes programmes.
68. Les Ministres notent l'importance des flux d'investissements étrangers directs pour la modernisation économique et la transformation structurelle dans le contexte de l'internationalisation et de la libéralisation de l'économie mondiale. Ils reconnaissent également la nécessité d'assurer, dans leurs pays, des conditions favorables aux investissements nationaux et étrangers et au développement des entreprises. Les Ministres invitent la CNUCED à entreprendre des études et à apporter une assistance technique visant à promouvoir les possibilités d'investissement étranger direct offertes

par l'Afrique en général et par les différents pays africains.

69. Dans le même temps, les Ministres se déclarent préoccupés par le fait qu'en dépit des efforts de nombreux gouvernements africains visant à attirer l'investissement étranger direct, des multiples créneaux qui attendent d'être exploités et des taux de rendement relativement élevés des investissements étrangers directs en Afrique, le continent n'a guère profité la rapide croissance récente des flux d'investissement vers les pays en développement. Les flux d'investissements étrangers directs vont dans leur grande majorité vers un nombre limité de pays et dans une moindre mesure vers les pays les moins avancés. Les Ministres demandent que les gouvernements des pays développés adoptent des politiques et des mesures constructives pour que le dynamisme, les ressources mondiales et les énormes moyens d'action des sociétés transnationales soient mis à profit et orientés de façon à renforcer les capacités technologiques locales des pays africains, à développer leurs possibilités d'exportation et à leur assurer l'accès à des technologies et structures nouvelles -notamment les réseaux d'information et de transport, des filières de distribution et de commercialisation et des services essentiels - qui puissent accroître la compétitivité de leurs entreprises nationales. Les Ministres invitent leurs partenaires au développement à appuyer les faits par les pays africains en vue d'attirer l'investissement étranger direct pour aider des entreprises locales à se renforcer et à devenir plus compétitifs.
70. Les Ministres reconnaissent que la libéralisation économique et la mondialisation de l'investissement et de la production qui en résulte ont marqué la politique économique dans le monde entier. Cependant, en raison des tendances peu dynamiques de la croissance du secteur des entreprises, du peu de progrès dans efforts faites en quête de technologies nouvelles, de l'insuffisance des flux d'investissements étrangers directs, des déficiences de l'infrastructure et de la faiblesse des

capacités institutionnelles nationales, les entreprises locales des pays africains n'ont pas été en mesure de participer de manière appréciable à la mondialisation de la production des biens et des services. Les Ministres préconisent donc l'adoption, aux échelons national et international, de mesures propres à encourager les activités des entreprises locales et à améliorer leur compétitivité aux niveaux national, régional et interrégional. Vu l'intensification des pressions concurrentielles pesant sur le secteur des entreprises du fait de la libéralisation et de la mondialisation, les Ministres affirment que la neuvième session de la Conférence offre une occasion sans précédent de procéder à un dialogue sur les mesures à prendre concernant les flux de ressources et l'amélioration des conditions d'accès aux marchés et de transfert de technologies, de telle manière que les petites et moyennes entreprises puissent tirer parti de leur faculté d'adaptation à l'évolution rapide de la situation du marché et à de nouvelles mutations technologiques.

71. Les Ministres notent que de nombreux pays africains ont décidé de réformer leurs entreprises publiques et d'engager des programmes de privatisation en vue d'accroître l'efficacité économique, d'améliorer la productivité des entreprises et d'encourager une croissance dynamique. A cet égard, la privatisation est d'autant plus importante que, dans de bonnes conditions, elle peut aider à réduire le déficit budgétaire, susciter la création de nouvelles entreprises et déboucher sur des investissements supplémentaires permettant d'accéder à des techniques modernes et à de nouveaux marchés. Cela dit, dans certains cas, la privatisation a entraîné des coûts sociaux substantiels. Les Ministres soulignent la nécessité de politiques et de mesures pertinentes, tant de la part de leurs gouvernements que de la communauté des donateurs, pour atténuer les conséquences sociales négatives de la privatisation que connaissent certains pays.
72. Les Ministres demandent à la CNUCED de continuer de servir de cadre aux discussions intergouvernementales

avec la participation de représentants du secteur privé, sur des questions liées à la privatisation, au développement des entreprises et aux courants d'investissements internationaux. Elle doit en particulier promouvoir le dialogue international entre les acteurs du développement en vue d'évaluer les enjeux et les perspectives pour le développement des entreprises découlant des nouvelles conditions économiques, y compris des conditions de l'après-Cycle d'Uruguay. Ce dialogue à la CNUCED, doit également avoir pour objectif de déterminer et de faire connaître les meilleures pratiques et les leçons tirées des incidences des politiques gouvernementales et des mécanismes de marché sur le développement des entreprises, en particulier des PME, et leurs liens avec le commerce, l'investissement, la technologie et le financement. Les Ministres demandent également à la CNUCED d'entreprendre des travaux préliminaires pour recenser et clarifier les questions qui intéressent les pays en développement en ce qui concerne un éventuel cadre multilatéral relatif à l'investissement, compte tenu des travaux d'autres organisations. La CEA pourrait, d'une façon complémentaire, étudier l'incidence d'un tel cadre multilatéral relatif à l'investissement sur le développement des pays africains. Il faudrait poursuivre et intensifier les activités de coopération technique de la CNUCED dans le domaine du développement des entreprises et des services de conseil sur l'investissement et la technologie, compte tenu des travaux d'autres organisations compétentes, y compris le CCI.

73. Les Ministres, rappelant la Déclaration de Gaborone de 1993 des Ministres africains de l'industrie sur la mise en oeuvre du programme de la deuxième Décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA II) notent que les pays africains ont besoin d'une aide importante de la communauté internationale dans l'élaboration de stratégies en matière de restructuration industrielle et de technologies qui puissent satisfaire leurs besoins particuliers. A cet égard, ils demandent instamment à la CNUCED de coopérer avec l'ONUDI afin d'aider les pays africains à évaluer et à renforcer la contribution

apportée par les politiques et institutions scientifiques et technologiques au développement de leurs secteurs productifs, notamment l'agriculture et à obtenir l'appui de la communauté internationale dans ces efforts. A cet égard, il es demandé à la CNUCED de créer un mécanisme spécial pour faciliter et encadrer le transfert de technologie aux pays africains.

V. TRAVAUX FUTURS DE LA CNUCED : INCIDENCES INSTITUTIONNELLES

74. Les Ministres réaffirment la validité du mandat de la CNUCED énoncé dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale des Nations Unies, puis modifié et étoffé par l'Engagement de Carthagène adopté à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ce mandat est suffisamment souple et global pour permettre à la CNUCED de s'adapter à l'évolution des besoins, tant au niveau macro-économique - en examinant des orientations de caractère mondial - que micro-économique - en s'adressant aux décideurs nationaux et en attirant leur attention sur des problèmes éventuels et les solutions possibles.
75. Les Ministres estiment que les travaux de la CNUCED devraient continuer de se concentrer sur les tendances économiques globales et les questions interdépendantes qui se posent dans les domaines du commerce, de l'investissement, du financement et transfert de technologie dans une perspective de développement, en prenant en considération les besoins particuliers des pays les moins avancés. Dans l'accomplissement de son mandat et de ses tâches, la CNUCED devrait coopérer de façon étroite avec les organisations internationales et régionales compétentes, ainsi que les acteurs non-gouvernementaux, y compris le secteur privé.
76. Les Ministres estiment, par ailleurs, que l'Engagement de Carthagène a déclenché un processus de revitalisa-

tion, de réorientation et de consolidation du mécanisme institutionnel de la CNUCED et de ses programmes de travail fondamentaux. Ce processus devrait continuer à s'articuler sur un enchaînement dynamique et progressif d'actions consistant à recenser les problèmes pertinents; à réaliser des travaux analytiques de haut niveau bénéficiant des apports d'acteurs tant gouvernementaux que non gouvernementaux; et à organiser des consultations, une concertation et une interaction intergouvernementale afin d'aboutir à une convergence de vues et, le cas échéant, à des négociations. Les activités de la CNUCED devraient aussi inclure la coopération technique visant à appuyer les efforts des pays en développement pour moderniser leur économie et l'intégrer à l'économie mondiale. A cet égard, la CNUCED devrait renforcer sa base d'information dans les domaines de sa compétence en tenant compte des travaux des autres organisations oeuvrant dans ces mêmes domaines. Les Ministres prient instamment les donateurs d'accroître leurs contributions financières aux programmes de coopération technique de la CNUCED et le secrétariat de jouer un rôle actif dans la mobilisation des fonds.

77. Les Ministres sont fermement convaincus que le succès des travaux de la CNUCED requiert la participation entière et effective des pays en développement. A cet égard, la réforme institutionnelle de la CNUCED devrait permettre à cette organisation de jouer un rôle plus actif pour assister les pays en développement, en particulier, les pays africains, les PMAs et les pays enclavés, dans leurs efforts pour s'intégrer d'une manière efficace dans l'économie mondiale. Ils demandent donc que le financement de la participation d'experts des pays en développement aux réunions techniques et aux activités pertinentes de la CNUCED soit assuré.
78. Dans le contexte de la libéralisation et de la mondialisation, l'Afrique est confrontée à des défis liés à son intégration à l'économie mondiale. La réforme et la restructuration des programmes de travail et du mécanisme intergouvernemental de la CNUCED devraient

donc donner la priorité aux préoccupations économiques de l'Afrique. Dans cet esprit, et en plus de l'examen, de la surveillance et de suivi de l'application du Programme d'Action en faveur des PMAs pour les années 90 et du FASNUDA, la CNUCED devrait se pencher en particulier sur la situation et les préoccupations des PMAs et des pays enclavés. Parmi les questions d'un intérêt majeur pour l'Afrique on peut relever:

- i) l'allègement de la pauvreté;
- ii) le traitement des problèmes découlant de la dépendance sur les produits de bases;
- iii) le transfert de technologie;
- iv) l'application des Accords du Cycle d'Uruguay, y compris les mesures en vue d'atténuer les incidences défavorables et de tirer partie d'opportunités nouvelles en matière de commerce;
- v) les négociations commerciales futures et des nouvelles questions commerciales;
- vi) la mobilisation des investissements étrangers directs et développement des entreprises;
- vii) l'apport de ressources financières nouvelles et additionnelles, y compris l'apport de ressources suffisantes au titre de l'Aide Publique au développement ainsi que les modalités d'octroi de celle-ci (APD);
- viii) la politiques en matière de dette et de gestion de la dette;
- ix) les mesures relatives au renforcement des capacités (y compris dans le domaine de l'efficacité commerciale);

- x) la coopération économique entre pays en développement.
 - xi) le développement du secteur des services, y compris les services touristiques.
79. Les Ministres décident de demander au Groupe Africain à Genève, dans le contexte des travaux préparatoires à la CNUCED IX, y compris les travaux concernant le mécanisme intergouvernemental futur de la CNUCED, d'engager des négociations avec les autres groupes régionaux et autres pays, afin de défendre les intérêts de la région africaine et de définir un objectif commun. Ces négociations devraient permettre la transformation de la CNUCED en une organisation qui puisse mieux centrer et orienter ses travaux pour aboutir à des résultats tangibles, afin que les pays membres puissent en tirer des avantages concrets, tout en renforçant l'unité entre les pays en développement et leurs partenaires en développement.
80. Les Ministres croient fermement que la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement fournit une occasion exceptionnelle de relancer le dialogue sur le développement et la coopération internationale, afin de redynamiser le développement des pays en développement grâce à une coopération multilatérale dans un esprit de partenariat véritable. A cet égard, la CNUCED, la CEA et l'OUA devraient coopérer étroitement pour promouvoir l'intégration des pays africains dans la nouvelle économie mondiale.